



Israël menace de détruire le cessez-le-feu au Liban, comme à Gaza

## Description

L'Agence Média Palestine propose une traduction de cette analyse de Mitchell Plitnick, président de ReThinking Foreign Policy, ancien vice-président de la Foundation for Middle East Peace, ancien directeur du bureau américain de B'Tselem et ancien codirecteur de Jewish Voice for Peace.

*Un « cessez-le-feu » vieux d'un an est maintenu au Liban malgré les frappes militaires israéliennes quasi quotidiennes. L'administration Trump peut encore empêcher cette trêve fragile de voler en éclats, mais seulement si elle oblige Israël à respecter l'accord.*

Par Mitchell Plitnick, le 2 novembre 2025



Le président libanais Joseph Aoun assiste à la commémoration des martyrs de l'armée à Yarzeh, Beyrouth, Liban, le 31 juillet 2025. (Photo : Bureau de la présidence libanaise via APA Images)

Cette semaine, à Gaza, nous avons assisté à une nouvelle démonstration sanglante de la définition étrange du terme « cessez-le-feu » selon Israël. Du point de vue israélien, cela signifie que l'autre partie cesse le feu tandis qu'Israël continue à tirer. Si l'opposition « se comporte » selon les diktats israéliens, les tirs israéliens seront réduits, mais pas éliminés. Si les opposants prennent la moindre mesure qui ne respecte pas les ordres d'Israël, les tirs augmentent très rapidement et de plusieurs ordres de grandeur.

Gaza et la Cisjordanie en sont des exemples frappants. Mais il y en a un autre, le Liban, où un « cessez-le-feu » vieux d'un an est maintenu malgré les attaques militaires israéliennes quasi quotidiennes.

Depuis la mise en œuvre du cessez-le-feu en novembre 2024, le niveau de violence entre Israël et le Liban a fortement diminué, mais les attaques israéliennes continuent et l'occupation par Israël de cinq points clés dans le sud du Liban ont compliqué les efforts du gouvernement libanais pour désarmer le Hezbollah et, avec le soutien de la Force intermédiaire des Nations unies au Liban

(FINUL), s'efforce d'imposer comme la seule force militaire légitime dans le pays.

L'administration de Donald Trump a pris le relais pendant la phase initiale du cessez-le-feu entre Israël et le Liban, et a largement ignoré la situation économique désastreuse du Liban ainsi que les complications causées par les intimidations continues d'Israël dans les efforts visant à désarmer le Hezbollah. Sous Trump, les États-Unis ont concentré leur aide au Liban sur l'assistance militaire (qui n'est pas la plus importante) et ont conditionné leur soutien futur au désarmement du Hezbollah.

L'accord de cessez-le-feu

Après près d'un an d'échanges de tirs à la frontière nord d'Israël et sud du Liban, Israël a déclenché une escalade des combats initiée par le Hezbollah en soutien au peuple de Gaza. Le nord d'Israël ayant été en grande partie évacué, des tirs nourris ont fait pleuvoir des bombes, touchant principalement les Libanais dans le sud du pays pendant près de deux mois, tandis que les troupes israéliennes envahissaient le Liban.

L'accord qui a mis fin à l'escalade des combats prévoyait le retrait d'Israël du Liban dans un délai de 60 jours, la fin de tous les combats et le désarmement du Hezbollah et de toutes les autres milices non gouvernementales au Liban.

Ni Israël ni le Hezbollah n'ont pleinement mis en œuvre cet accord. Comme indiqué, Israël a poursuivi ses attaques au Liban et a maintenu son contrôle sur cinq « zones clés » du sud du Liban. Si Israël affirme, de manière douteuse, que la mention dans l'accord du droit inhérent à la légitime défense des deux pays lui permet d'agir contre les agents et les bases du Hezbollah, aucune interprétation de l'accord de cessez-le-feu ne peut excuser l'occupation continue du sud du Liban par Israël. Pourtant, cela ne semble pas troubler les arbitres autoproclamés à Washington (il existe un comité comprenant les États-Unis, la France et l'ONU, mais dans la pratique, ce sont les États-Unis qui décident).

Pendant ce temps, Washington accentue la pression sur le gouvernement libanais pour qu'il désarme le Hezbollah d'ici la fin de 2025. Personne ne doute que le nouveau gouvernement libanais s'efforce de le faire. En effet, il a trouvé et détruit tellement de bases et de caches d'armes du Hezbollah qu'il est à court d'explosifs pour les détruire et attend que Washington lui réapprovisionne ses stocks.

De son côté, le Hezbollah a évacué la zone située au sud du fleuve Litani, qui était la ligne de retrait exigée par Israël. Il n'a pas résisté aux forces gouvernementales ou à la FINUL lorsqu'elles sont venues désarmer ou confisquer leurs bases. Mais il a également refusé de désarmer ses forces au nord du fleuve Litani tant qu'Israël n'aura pas complètement cessé ses attaques et retiré ses forces restantes du sud du Liban.

Le gouvernement libanais dans une impasse

Le Liban était sans gouvernement depuis plus de deux ans avant l'élection de Joseph Aoun en janvier 2025. Le Hezbollah, bien que peu enthousiaste à l'égard d'Aoun, ne s'est pas opposé à lui et a coopéré avec lui, dans l'espoir que son gouvernement serait ouvert à leur participation.

---

Mais le Hezbollah a été sérieusement affaibli par Israël, non seulement sur le plan militaire, mais aussi sur le plan politique. Il a toujours été un parti divisé, non seulement sur le plan religieux (le Hezbollah représente les chiites du Liban, qui constituent environ la moitié de la population musulmane du pays), mais aussi sur le plan politique. Il bénéficie toujours d'un soutien important au Liban, mais reste controversé en raison de ce que certains perçoivent comme des décisions unilatérales donnant la priorité aux préoccupations étrangères plutôt qu'à la sécurité et aux intérêts libanais.

Le nouveau gouvernement libanais a clairement indiqué qu'il comptait, comme la plupart des gouvernements centraux, être le seul utilisateur légitime de la force militaire dans le pays. Mais cet objectif est beaucoup plus facile à annoncer qu'à réaliser.

L'armée libanaise est très faible, et ce depuis longtemps. C'est pourquoi le Hezbollah est imposé comme le seul défenseur réaliste contre l'agression israélienne.

Plus important encore, à court terme, Aoun a eu la sagesse d'insister pour que le nouveau gouvernement libanais tente de collaborer avec le Hezbollah afin de désarmer le groupe et d'intégrer au moins une partie de ses membres dans les forces armées libanaises. Il a rejeté le recours à la force contre le Hezbollah, une décision sensée compte tenu des divisions qui persistent dans le pays.

Le Hezbollah peut être considéré de manière entièrement négative par les gouvernements occidentaux, et bien sûr par Israël, mais il est perçu de manière plus générale au Liban comme faisant partie intégrante du tissu social du pays, même par nombre de ses opposants.

Il existe un risque réel d'accroître les tensions entre le Hezbollah et le gouvernement. Le Liban est un pays qui ne connaît que trop bien les conflits internes, y compris la guerre civile. Personne ne souhaite voir cela se reproduire. Et il n'est pas du tout certain que les forces gouvernementales soient suffisamment puissantes pour désarmer le Hezbollah sans la coopération du groupe.

Mais l'économie libanaise reste en ruines. Le nouveau gouvernement a désespérément besoin de l'aide de la communauté internationale, et cette aide a été conditionnée à ce que le gouvernement s'impose comme seul arbitre de l'usage de la force et des questions de guerre et de paix pour le Liban.

Pourtant, chaque attaque israélienne rend plus aiguë la question de la capacité du Liban à se défendre sans le Hezbollah. Rien qu'en octobre, selon le ministre libanais de la Santé, Israël a tué plus de 20 Libanais.

Les États-Unis ont exercé de fortes pressions sur le gouvernement Aoun pour qu'il désarme le Hezbollah, malgré les difficultés supplémentaires créées par Israël.

Au cours du week-end, Israël a tué plusieurs personnalités du Hezbollah. Aucune d'entre elles n'était activement engagée dans les hostilités au moment de l'attaque israélienne, et Israël n'a pas non plus prétendu qu'elles étaient sur le point de lancer une attaque.

Israël a justifié ses actions en soulignant le rang élevé et le rôle important de ces personnes au sein du Hezbollah. Les États-Unis et les autres observateurs officiels n'y ont prêté aucune

---

attention. Or, la définition même d'un cessez-le-feu est que, sauf s'il y a des raisons de croire qu'une attaque est imminente, de tels assassinats ciblés sont tout à fait inacceptables.

L'envoyée spéciale adjointe des États-Unis au Moyen-Orient, Morgan Ortogus, est arrivée au Liban lundi, après ces attaques. Sa mission consistait pourtant à pousser le Liban à agir de manière plus agressive contre le Hezbollah, et non à modifier Israël.

Une bifurcation sur la route ?

Israël a compris le message et a lancé jeudi une nouvelle attaque meurtrière dans la ville de Blida, près de la frontière libano-israélienne. Mais cette attaque pourrait avoir déclenché quelque chose qu'Israël n'avait pas prévu.

Les forces israéliennes sont entrées dans la mairie de Blida et ont fait face à un employé municipal, Ibrahim Salameh, qui dormait dans le bâtiment. Elles l'ont abattu en pyjama, dans des circonstances qui restent floues. On ne sait pas si Salameh était visé ou s'il se trouvait au mauvais endroit au mauvais moment. Initialement, rien ne prouve qu'il ait eu des liens avec le Hezbollah ou tout autre groupe, mais même si c'était le cas, cela ne justifierait en rien les actions d'Israël. L'armée libanaise n'a trouvé aucune trace d'équipement militaire ou d'infrastructure dans le bâtiment lors de son enquête sur l'incident.

Ce meurtre a suscité l'indignation au Liban, et Aoun a finalement été poussé à prendre position.

Aoun a donné pour instruction à l'armée libanaise de s'opposer à toute nouvelle incursion israélienne. Le Hezbollah a apporté son soutien au président, déclarant : « Le Hezbollah appelle à soutenir pleinement l'armée avec tous les moyens disponibles afin de renforcer sa capacité de défense et de lui fournir la couverture politique nécessaire pour affronter cet ennemi sauvage. »

Il s'agit d'un changement radical dans la politique libanaise. Les forces armées libanaises se sont toujours tenues à l'écart des affrontements entre Israël et le Hezbollah ou d'autres groupes armés, souhaitant éviter tout conflit direct avec Israël.

Aoun ne croit certainement pas que le Liban dispose de la puissance de feu nécessaire pour repousser une attaque israélienne, mais ce n'est pas le but recherché. Une confrontation entre Israël et le Liban ne sert vraiment les intérêts de personne. Pourtant, Israël, toujours aussi arrogant, a répondu à l'ordre d'Aoun en faisant voler de manière provocante des avions de combat au-dessus du palais présidentiel à Beyrouth.

Le Liban est divisé entre l'orientation plus ou moins occidentale de son gouvernement et les liens importants de certains secteurs de la société libanaise, notamment le Hezbollah, avec l'Iran et la Syrie. Avec la chute de Bachar al-Assad, le nouveau gouvernement syrien met tout en œuvre pour se faire bien voir d'Israël et de l'Occident, et avec l'affaiblissement considérable de la puissance militaire et de l'influence politique de l'Iran, l'Occident voit là une occasion d'intégrer pleinement le Liban dans le camp pro-occidental.

Aoun espère que les États-Unis empêcheront Israël de mener de nouvelles attaques au Liban.

---

Cela renvoie à la volonté de désarmer le Hezbollah. La position d'Aoun offre une opportunité à cet égard. Si les États-Unis tiennent fermement Israël en laisse, Aoun peut dire au Hezbollah que cela montre que le gouvernement peut, grâce à sa force et à ses alliés partageant les mêmes intérêts, empêcher Israël d'attaquer. Il peut alors faire valoir que le Hezbollah lui-même, ainsi que le Liban, auraient tout intérêt à désarmer, à canaliser pleinement les efforts du groupe vers son travail politique et à contribuer à unifier le pays sous un gouvernement unique.

Si les États-Unis veulent sérieusement désarmer le Hezbollah et le retirer du terrain en tant que force combattante, ils devraient ordonner à Israël de cesser complètement ses attaques et de se retirer des positions qu'il occupe à l'intérieur du Liban, comme l'exige l'accord de cessez-le-feu.

Aoun aurait alors non seulement des arguments à faire valoir auprès du Hezbollah, mais il bénéficierait également d'un soutien accru de la population libanaise pour son objectif d'unifier la défense du Liban sous l'égide du gouvernement.

Les États-Unis auraient ainsi des relations plus solides avec le Liban, et Donald Trump pourrait ajouter une victoire très importante à son palmarès, ce qui lui tient particulièrement à cœur.

Même Israël en bénéficierait puisque le Hezbollah serait définitivement éliminé en tant que force combattante. Benjamin Netanyahu, qui prospère grâce à la peur des Israéliens, ne serait pas content. L'objectif de Netanyahu est une guerre sans fin, mais la plupart des Israéliens, même au sein du Likoud, seraient ravis de voir les hostilités dans le nord du pays prendre fin de manière définitive.

Le soutien total des États-Unis à Aoun à cet égard serait une situation avantageuse pour presque tout le monde. Cela renforcerait même la position des défenseurs de la Palestine qui soutiennent que la politique américaine devrait viser à mettre fin à l'agression israélienne. Cela compenserait largement la perte du Hezbollah en tant que force combattante.

La seule question est de savoir si l'administration Trump verra les choses de cette façon.

Traduction : JB pour l'Agence Média Palestine  
Source : [Mondoweiss](#)

**date créée**  
2025/11/03